

***MISSION LOCALE AVENIR JEUNES
VILLEFRANCHE-BEAUJOLAIS***

1, place Faubert

69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

***Rapports du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2023***

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
- Rapport	1 à 4
- Comptes annuels	5 à 21
- Rapport spécial	22

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres de l'association MISSION LOCALE AVENIR JEUNES Villefranche-Beaujolais,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MISSION LOCALE AVENIR JEUNES VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission du rapport.

3. Justifications des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le traitement des subventions reçues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'organe de direction et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

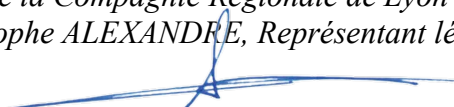
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à VILLEFRANCHE S/S, le 27 juin 2024

*NOVANCES
Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon - Riom
Christophe ALEXANDRE, Représentant légal*



MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Bilan Actif

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	26 542	26 542		
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit	26 542	26 542			
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL	26 542	26 542		
	Immobilisations corporelles	Terrains	254 260	208 263	45 997	73 666
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	254 260	208 263	45 997	73 666
Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes					
	TOTAL	254 260	208 263	45 997	73 666	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				10 339	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
	TOTAL				10 339	
	Total I	280 802	234 805	45 997	84 005	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 104		15 104	
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	169 393		169 393	178 186
		TOTAL	184 497		184 497	178 186
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		1 647 302		1 647 302	1 369 414	
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	9 282		9 282	26 947	
	Total II	1 841 082		1 841 082	1 574 548	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	2 121 885	234 805	1 887 079	1 658 554	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	85 371	85 371
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	765 119	467 790
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	254 663	297 329
	Situation nette (sous-total)	1 105 154	850 490
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	11 555	11 526
	Provisions réglementées		
Total I		1 116 709	862 017
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	321 458	284 640
Total II		321 458	284 640
Provisions	Provisions pour risques	54 661	67 409
	Provisions pour charges	160 227	123 727
Total III		214 888	191 136
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	5 392	11 226
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 222	60 485
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	212 354	191 146
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	55	2 901
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		55 000
Total IV		234 023	320 760
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 887 079	1 658 554
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Compte de résultat

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	15 104	17 131
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 716 172	1 633 099
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	90 814	71 303
	Utilisations des fonds dédiés	284 135	295 049
	Autres produits	11	3 695
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 106 239	2 020 279
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	221 639	245 234
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	69 330	65 896
	Salaires et traitements	833 701	757 381
	Charges sociales	291 498	258 189
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	32 931	28 802
	Dotations aux provisions	91 161	77 553
	Reports en fonds dédiés	320 953	282 493
	Autres charges	224	16 583
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 861 441	1 732 134
1. Résultat d'exploitation (I-II)		244 797	288 145

NOVANCES
CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux comptes

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Compte de résultat

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 480	1 342
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	2 480	1 342
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	69	118
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	69	118
2. Résultat financier (III-IV)		2 411	1 224
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		247 208	289 370
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	7 643 84	8 024
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	7 727	8 024
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	25 175	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	200	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		7 527	8 024
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		73	66
Total des produits (I + III + V)		2 116 447	2 029 647
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 861 783	1 732 318
EXCÉDENT OU DÉFICIT		254 663	297 329
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		66 823	64 635
Bénévolat			
Total		66 823	64 635
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		66 823	64 635
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		66 823	64 635

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

PRÉAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 887 079,66 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 254 663,40 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 07/06/2024 par l'organe délibérant.



INFORMATIONS GÉNÉRALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

■ Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Cette association remplit une mission de service public pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire. Sa durée est illimitée.

À cet égard la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale institue un droit à l'accompagnement pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus. En outre, les jeunes les plus éloignés de l'emploi bénéficient d'un accompagnement renforcé et personnalisé.

L'État a confié la mise en œuvre de cette mission de service public que constitue cet accompagnement aux missions locales.

La présente association aura comme moyens d'actions, tous ceux qui peuvent concourir au but fixé par l'article 2, notamment :

- Aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement.
- L'accompagnement des jeunes dans le cadre d'un parcours pour construire avec eux un projet d'insertion sociale et/ou professionnelle en coordination avec l'ensemble des services publics et organismes concernés.
- La recherche d'organismes d'accueil pour la formation professionnelle et la qualification.
- La recherche auprès d'entreprises de possibilité d'accueil pour la mise en place de mesures favorisant la construction de parcours vers l'emploi : actions d'immersion, de découverte, d'orientation, de validation de projets, contrats aidés, contrats en alternance, contrats de travail de droit commun ...
- La contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre sur sa zone de compétence d'une politique concertée d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, à partir d'un travail d'analyse de la demande et des besoins de jeunes ainsi que l'accompagnement individualisé des parcours.
- La contribution à la mise en place d'actions d'insertion sociale et professionnelle adaptés au profil des jeunes et aux perspectives de développement local et régional.
- La recherche auprès d'entreprises de possibilités d'accueil des jeunes dans le cadre des actions de qualification sociale et professionnelle au sens de l'ordonnance du 26 mars 1982.

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

- Le soutien et l'encouragement aux actions d'insertion sociale des jeunes et notamment dans les domaines du cadre de vie, du logement, des loisirs, des pratiques culturelles et sportives.

- La recherche de réponses aux problèmes de formation et d'emploi qui se posent aux jeunes des secteurs précités, et pour ce faire, elle s'associera à l'ensemble des structures publiques et privées concourant au même but. Elle pourra, au besoin, promouvoir des actions complémentaires qui s'avèreraient utiles dans les domaines non couverts par l'initiative publique ou privée.

L'Association se donnera les moyens d'assurer la coordination des différents acteurs concernés à différents titres par l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, tel dans la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et le protocole 2005 des Missions Locales.

Les moyens mis en œuvre sont essentiellement humains.

**INFORMATIONS AU TITRE DES PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES****■ Principes généraux**

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

■ Les comptes de bilan

- Fonds dédiés :

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ». Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

- Provisions pour risques et charges :

Elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.

- Provision pour risques de reversement de subventions :

Elles couvrent le risque d'indus ou de reversement de subventions. Elles sont constituées du montant estimé de subventions à restituer. Ce dernier est lié à une forte probabilité de non-respect de conditions résolutives de conventions à la clôture de l'exercice.

- Provision pour indemnités de fin de carrière :

Pour l'exercice 2023, la Mission Locale a doté la provision indemnités de fin de carrière de 36 500 €. La provision chargée s'élève à 160 227 € au 31/12/2023.

La provision a été évaluée avec un âge de départ à la retraite de 64 ans, un taux d'augmentation des salaires de 4,5 %, un taux de turn over de 2 % et un taux d'actualisation de 3,77 % au 31/12/2023.

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

- Provision pour dépréciation d'actif :

Elles sont constituées pour tenir compte des risques d'irrecouvrabilité relatifs à l'actif existant à la date de clôture des comptes.

- Subventions d'investissement :

Elles sont inscrites en fonds propres consommables du bilan. La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.



- Amortissements de l'actif immobilisé :

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

- Immobilisations incorporelles et corporelles :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

- Créances :

Elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Valeurs mobilières de placement :

Elles sont évaluées selon la méthode du "Premier entrée - Premier sorti". Une provision est constatée si la valeur des comptes, à la clôture, est inférieure au coût d'entrée.

INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN**■ Actif immobilisé**


Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

- Immobilisations brutes



Actif immobilisé	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Frais d'établissements TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	28 454		1 912	26 542
Terrains				
Constructions				
Installations générales agencements des constructions				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				
Installations générales agencements divers	60 643		2 700	57 943
Matériel de transport	34 497			34 497
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	168 706	5 438	12 323	161 821
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles TOTAL	263 846	5 438	15 022	254 261
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés	10 340		10 340	
Prêts, autres immobilisations financières				
TOTAL	10 340		10 340	
TOTAL GENERAL	302 639	5 438	27 273	280 803

- Amortissements et provisions d'actif

Amortissements et provisions	À l'ouverture	Dotations	Reprises	À la clôture
Frais d'établissements TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	28 454		1 912	26 542
Terrains				
Constructions				
Installations générales agencements des constructions				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				
Installations générales agencements divers	44 793	9 724	2 700	51 818
Matériel de transport	15 399	6 237		21 636
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	129 987	16 971	12 148	134 810
Immobilisations corporelles TOTAL	190 179	32 932	14 847	208 264
Participations évaluées par mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts, autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GENERAL	218 633	32 932	16 759	234 806

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements			
	Cumuls	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels
Frais d'établissements TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL				
Terrains				
Constructions				
Installations générales agencements des constructions				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				
Installations générales agencements divers	9 724	9 724		
Matériel de transport	6 237	6 237		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	16 971	16 971		
Immobilisations corporelles TOTAL	32 932	32 932		
TOTAL GENERAL	32 932	32 932		

- Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortissement	Valeur nette	Durée
Frais d'établissements TOTAL				1 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	26 542	26 542		1 à 3 ans
Terrains				NA
Constructions				10 à 50 ans
Installations générales agencements des constructions				10 à 20 ans
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				5 à 10 ans
Installations générales agencements divers	57 943	51 818	6 125	5 à 10 ans
Matériel de transport	34 497	21 636	12 861	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	161 821	134 810	27 011	3 à 5 ans
Immobilisations corporelles TOTAL	254 261	208 264	45 997	
TOTAL GENERAL	280 803	234 806	45 997	

NOVANCES
CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux comptes

■ État des créances

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Créances usagers douteuses ou litigieuses			
Autres créances usagers	15 126	15 126	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 751	2 751	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers états et autres collectivités publiques	165 581	165 581	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 040	1 040	
Charges constatées d'avance	9 283	9 283	
TOTAL	193 780	193 780	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

■ Produits à recevoir par postes du bilan

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances usagers et comptes rattachés	
Autres créances	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	16 767

 **NOVANCES**
CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux comptes

■ Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN■ **Tableau de variation des fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	À la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	85 371				85 371
Report à nouveau	467 790	297 329			765 119
Excédent ou déficit de l'exercice	297 329	-297 329	254 663		254 663
Situation nette	850 491		254 663		1 105 154
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables					
Subventions d'investissement	11 527		15 484	15 456	11 555
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires - Comodat					
TOTAL	862 018		270 147	15 456	1 116 709

 **NOVANCES**
CERTIFIÉ CONFORME
Le Commissaire aux comptes


■ Provisions

Provisions pour risques et charges	À l'ouverture	Augmentation	Diminution Montants Utilisés	Diminution Montants non Utilisés	À la clôture
Litiges					
Garanties données aux usagers					
Amendes et pénalités					
Pensions et obligations similaires	123 727	36 500			160 227
Impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Reversement de subventions					
Autres provisions pour risques et charges	67 409	54 662	67 409		54 662
TOTAL	191 136	91 162	67 409		214 889
Dont dotations et reprises					
D'exploitation		91 162	67 409		
Financières					
Exceptionnelles					

■ Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	284 641	320 953	284 136			321 458	
ETAT - CEJ	270 945	316 211	270 945			316 211	
CCSB - MOBILITE PERMIS 2020	147		147				
CCSB - MOBILITE PERMIS 2021	2 000		2 000				
CCSB - MOBILITE PERMIS 2022	2 000		1 495			505	
CCSB - MOBILITE PERMIS 2023		2 000				2 000	
ETAT - SE MOBILISER EN MILIEU RURAL	9 549		9 549				
FONDS D'AIDE AUX JEUNES		2 742				2 742	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	284 641	320 953	284 136			321 458	

■ **État des dettes**

État des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires	4	4		
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	5 389	5 389		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	16 222	16 222		
Personnel et comptes rattachés	141 557	141 557		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 816	64 816		
Impôts sur les bénéfices	73	73		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et assimilés	5 908	5 908		
Divers états et autres collectivités publiques				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	55	55		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	234 024	234 024		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 831			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.				

■ **Charges à payer par postes du bilan**

Charges à payer	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 806
Dettes fiscales et sociales	141 597
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	156 407

■ **Produits constatés d'avance**

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT■ **Ressources de l'exercice**

Concours publics et subventions	Montant N	Montant N-1	Variation
CONCOURS PUBLICS	2 189		2 189
ETAT - FONCTIONNEMENT	375 600	371 000	4 600
ETAT - GJ PLAN DE RELANCE		58 400	-58 400
ETAT - OBLIGATION DE FORMATION	48 400	31 500	16 900
ETAT - CONTRAT ENGAGEMENT JEUN	673 350	588 600	84 750
POLE EMPLOI - PPAE	91 274	97 014	-5 739
CONSEIL REGIONAL - FONCTIONNT.	286 416	292 838	-6 422
CC SAONE BEAUJOLAIS	44 339	44 067	272
CC OUEST RHODANIEN	5 700	5 700	
CC AGGLOMERATION VILLEFRANCHE	49 792	49 867	-75
CC PIERRES DOREES	45 933	45 514	420
ETAT - PARRAINAGE	4 880	4 880	
ETAT - MOBILISER MILIEU RURAL	55 000	11 000	44 000
CR - AIDE FINANCIERE TRANSPORT		620	-620
CONSEIL DEPARTEMENTAL - FAJ	21 600	21 600	
CONSEIL DEPARTEMENTAL - RSA	6 000	6 000	
CCSB - AIDE MOBILITE JEUNE	2 000	2 000	
CC - FAJ	3 700	2 500	1 200
SUBVENTIONS	1 713 984	1 633 099	80 885
TOTAL	1 716 173	1 633 099	83 074

■ Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature ne sont constituées que de prestations en nature par le biais de mises à disposition gratuite de biens. La valorisation est effectuée à partir des données transmises par les financeurs.

Le détail des contributions en nature est le suivant :

Évaluation contributions volontaires en nature	Montant N	Montant N-1	Variation
Dons en nature MAD LOCAUX BELLEVILLE MAD LOCAUX VILLEFRANCHE Mise à disposition gratuite de biens Bénévolat			
	19 596	17 408	2 188
	47 227	47 227	
	66 823	64 635	2 188
PRODUITS TOTAL	66 823	64 635	2 188
Secours en nature MAD LOCAUX BELLEVILLE MAD LOCAUX VILLEFRANCHE Mise à disposition gratuite de biens Prestations en nature Personnel bénévole			
	19 596	21 039	-1 443
	47 227	43 335	3 892
	66 823	64 375	2 449
PRODUITS TOTAL	66 823	64 375	2 449

AUTRES INFORMATIONS■ **Transactions non courantes avec contrepartie**

L'association a bénéficiée d'un reversement d'une subvention par la Mission Locale de Villeurbanne pour un montant de 15 104 € dans le cadre du programme «Formation». Ce reversement est comptabilisé en prestation de service.

■ **Honoraires du commissaire aux comptes**

Total des honoraires comptabilisés afférents à la certification des comptes : 4 994,30 €.

■ **Informations sur les rémunérations des cadres dirigeants**

Rémunérations allouées	Montant
Salariés cadres de direction	N/C
Administrateurs	0
TOTAL	0

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

■ **Informations hors bilan**

- Effectif moyen employé par catégorie

L'effectif moyen du personnel au sein de la Mission Locale, au cours de l'exercice écoulé, est de 25,58 salariés.

**RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES
Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux membres de l'association MISSION LOCALE AVENIR JEUNES Villefranche-Beaujolais,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Convention soumise à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à VILLEFRANCHE S/S, le 27 juin 2024

*NOVANCES
Société de Commissaires aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Lyon - Riom
Christophe ALEXANDRE, Représentant légal*

